POUR PRESERVER L'AVENIR D'UNE EUROPE SOLIDAIRE

POUR QUE RENAISSENT LA GAUCHE ET LA REPUBLIQUE

NON A MAASTRICHT

La gauche est morte... vive la gauche !

Un parti socialiste converti au libéralisme, un parti communiste ayant perdu définitivement toute crédibilité, la gauche française est morte. Mais nous ne sommes pas pour autant à la fin de l'histoire...

C'est à la lumière des valeurs fondamentales de la gauche que s'argumente ce plaidoyer pour le non à Maastricht.

Qu'est ce que la gauche authentique ?

C'est l'idée que la société doit être organisée pour aller vers plus de justice.

En France, la gauche se nourrit historiquement à sa source : la République, et à ses valeurs : Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité, que d'aucuns considèrent comme archaïques tant ils sont pressés de voir le citoyen disparaître sous le consommateur, l'intérêt collectif se dissoudre sous l'individualisme, les lobbies et corporatismes remplacer les électeurs et les contre pouvoirs syndicaux et associatifs.

Pour la gauche, l'économie ne constitue pas une technique neutre, universelle et obéissant à des règles quasiment naturelles et irréversibles. Elle doit être au service d'une volonté politique afin d'être utilisée comme un levier, comme un instrument de l'action politique.

Pour la gauche, même dans le contexte du marché, et d'une économie ouverte, dont personne ne conteste la réalité, l'Etat républicain qui procède de la souveraineté populaire doit pouvoir influer sur les paramètres économiques -monnaie, budget, services publics, aides publiques diverses, etc...- permettant d'agir pour construire une société de progrès et au moins garantir un minimum de cohésion sociale pour nous éviter Los Angeles.

Les arguments du oui passés au crible des faits

1) La construction européenne aurait assuré la paix en Europe depuis 1945 et Maastricht la garantirait pour toujours.

Commentaire : de 1945 à 1989, si l'Europe avait dû être le théâtre d'une guerre, celle-ci aurait été déclenchée par des contradictions entre l'Union Soviétique et les USA, deux pays qui n'ont rien à voir avec la CEE...

Durant toutes ces années de guerre plus ou moins froide, la politique d'équilibre menée par une France indépendante, politique initiée après la guerre par le consensus entre gaullistes et communistes, a servi la paix en Europe et dans le monde.

Quant à considérer que Maastricht garantira la paix pour toujours, cela relève de la méthode Coué.

2) Voter non à Maastricht, ce serait voter pour le repli nationaliste et contre l'Europe.

Commentaire : promu seul discriminant de la vie politique par Monsieur MITTERRAND et ses relais politico médiatiques, Monsieur LE PEN va une nouvelle fois bien servir... Tous les amalgames sont inacceptables.

Rappelons que la question posée le 20 septembre n'est pas oui ou non à l'Europe, mais oui ou non à Maastricht, et que la société danoise, l'une des plus ouvertes et tolérantes du monde, a dit non à Maastricht après avoir dit oui à l'Europe.

3) Maastricht permettra à l'Europe de devenir un troisième grand capable de contrebalancer les Etats Unis et le Japon.

Commentaire : outre qu'il n'est pas évident que la constitution de grands blocs de riches corresponde aux besoins actuels de l'humanité, alors qu'un grand bloc vient de s'effondrer à l'Est et que le tiers monde périclite de plus en plus, la capacité de la communauté à contrebalancer le Japon et les Etats Unis n'est pas apparue dans toute sa clarté ces derniers temps (politique agricole commune, accords CEE Japon sur l'automobile). Et ne parlons pas de la solidarité entre les signataires du traité : l'Allemagne via la bundesbank relève ses taux d'intérêt quand bon lui semble, en fonction de son seul intérêt national (financement de la réunification).

4) Si Maastricht n'est pas ratifié, c'est la construction de l'Europe qui s'effondre, c'est la France isolée.

Commentaire : faute de pouvoir mobiliser sur des arguments positifs en faveur du oui, on propose au peuple français d'éviter l'apocalypse ! Rassurons tout le monde, si le non l'emporte, le 21 septembre Maastricht sera simplement une deuxième fois caduc (le traité l'est déjà à la suite du vote danois), la construction européenne reprendra sur des bases plus saines.

5) Maastricht créera des emplois.

Commentaire : encore la méthode Coué ! Alors pourquoi aucun objectif n'est inscrit dans le traité concernant l'emploi ? En réalité, les critères monétaristes retenus pour la convergence économique des douze, ont toutes les chances de conduire à plus de chômage.

Nous en avons l'expérience en France, Monsieur MITTERRAND nous a expliqué avec un grand sourire que nous étions le seul pays d'ores et déjà adapté aux critères de Maastricht grâce à la politique de déflation compétitive menée par Monsieur BEREGOVOY depuis 1983 avec le succès que l'on sait sur le chômage et les inégalités sociales.

6) Maastricht n'est que le prolongement de la construction européenne que tous les Présidents de la République française ont favorisé y compris le Général De Gaulle.

Commentaire : il est amusant de voir François MITTERRAND appeler à la rescousse le Général De Gaulle. Qui peut penser un instant que ce dernier aurait signé un traité qui prévoit que la politique extérieure de la France doit être compatible avec celle de l'OTAN ?

Par ailleurs en matière économique, c'est le Général De Gaulle qui a dit un jour : "la politique de la France ne se décide pas à la corbeille".

Jacques DELORS l'a dit, ne lisez pas le traité, lisez plutôt des articles en faveur du oui et allez à des réunions débats. De fait, les partisans du oui parlent assez peu du contenu réel du traité... et pour cause... c'est bien pour cela que nous allons maintenant en parler.

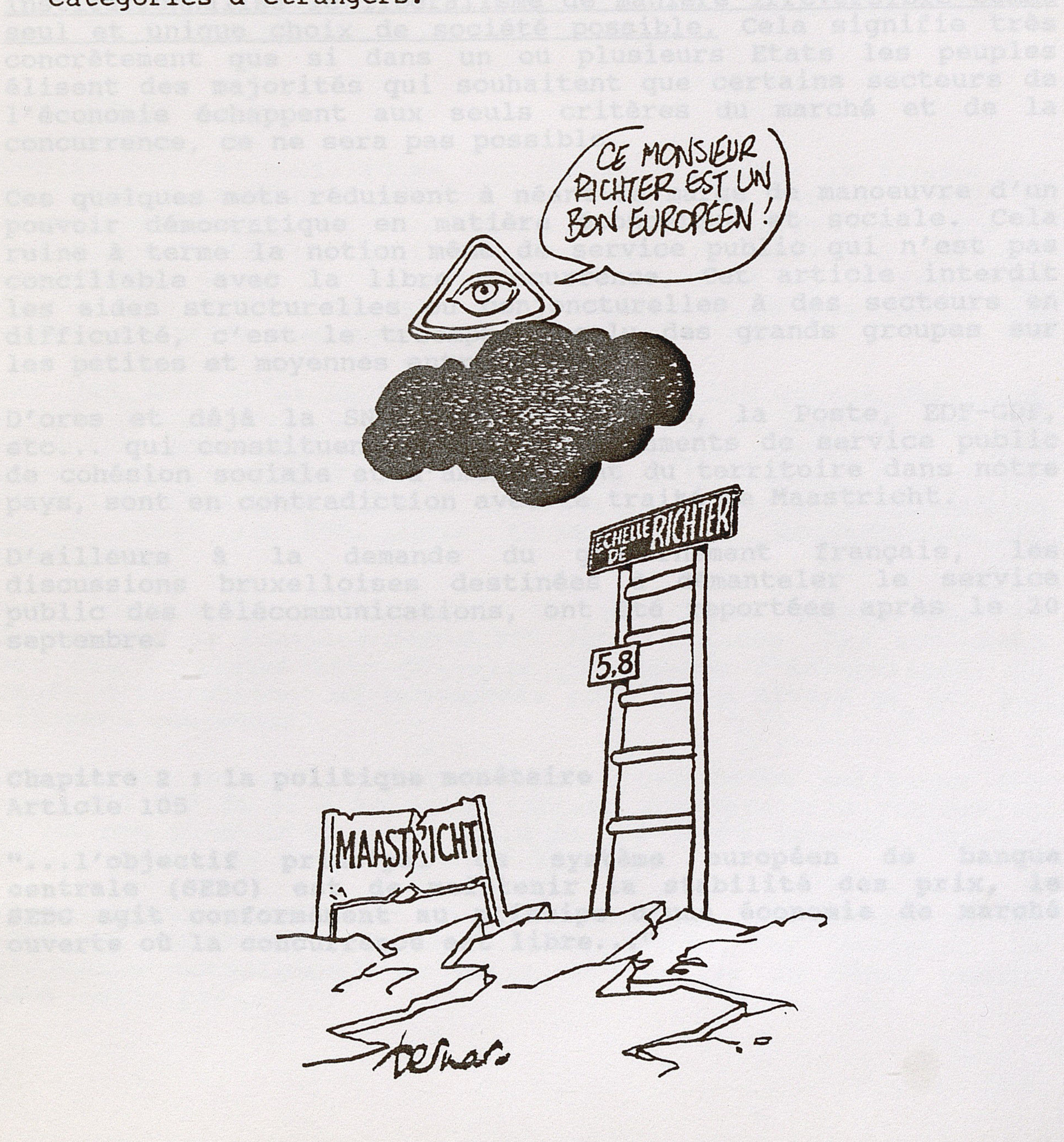
Pourquoi il faut dire non à Maastricht

1) Union économique et monétaire : une atteinte à la démocratie, une utopie économique dangereuse.

2) La politique extérieure et de défense commune : un alignement sur les Etats Unis, une politique orientée contre le tiers monde.

3) Les dispositions communes en matière de coopération policière, judiciaire et douanière : le syndrome de la forteresse assiégée.

4) Le droit de vote pour les résidents CEE : création de deux catégories d'étrangers.



UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

a - Une atteinte à la démocratie

Article 3A du traité portant modification du traité de Rome (extraits) :

"...l'action des Etats membres comporte l'instauration d'une politique économique conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre".

Réaffirmé plusieurs fois, notamment au titre 6 chapitre 1, article 102A où est définie la politique économique, cet article constitue le point central du traité : il institutionnalise le libéralisme de manière irréversible comme seul et unique choix de société possible. Cela signifie très concrètement que si dans un ou plusieurs Etats les peuples élisent des majorités qui souhaitent que certains secteurs de l'économie échappent aux seuls critères du marché et de la concurrence, ce ne sera pas possible.

Ces quelques mots réduisent à néant la marge de manoeuvre d'un pouvoir démocratique en matière économique et sociale. Cela ruine à terme la notion même de service public qui n'est pas conciliable avec la libre concurrence. Cet article interdit les aides structurelles ou conjoncturelles à des secteurs en difficulté, c'est le triomphe absolu des grands groupes sur les petites et moyennes entreprises.

D'ores et déjà la SNCF, France Télécom, la Poste, EDF-GDF, etc... qui constituent autant d'instruments de service public de cohésion sociale et d'aménagement du territoire dans notre pays, sont en contradiction avec le traité de Maastricht.

D'ailleurs à la demande du gouvernement français, les discussions bruxelloises destinées à démanteler le service public des télécommunications, ont été reportées après le 20 septembre.

Chapitre 2 : la politique monétaire
Article 105

"...l'objectif principal du système européen de banque centrale (SEBC) est de maintenir la stabilité des prix, le SEBC agit conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre..."

Le SEBC est composé de la banque centrale européenne (BCE) et des banques centrales nationales. La BCE est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque dans la Communauté (article 105A).

Les membres du conseil des gouverneurs de la BCE sont nommés pour 8 ans (article 109A).

"...Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par le présent traité, ni la BCE, ni aucune banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision, ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des gouvernements des Etats membres..." (article 107).

Dans une Communauté à vocation essentiellement économique et monétaire, des organismes financiers fonctionnant en dehors de tous contrôles démocratiques, indépendants des gouvernements mais pas des marchés financiers, dirigés par des technocrates nommés et non élus, et inamovibles durant 8 ans, dirigeront en réalité l'économie des pays signataires.

CONCLUSION

Depuis que les socialistes ont choisi d'adapter la France aux critères aujourd'hui retenus par Maastricht, en alignant le franc sur le mark, en réorientant les services publics vers la recherche de la rentabilité et non vers le service du public, en faisant de la lutte contre l'inflation et de la réduction du déficit budgétaire un dogme économique, la démocratie est entrée en crise dans notre pays.

Car dès lors qu'il apparaît qu'il n'y a plus qu'une politique possible, que ceux qui avaient été portés au pouvoir pour en conduire une autre, se rallient à celle prônée par leurs adversaires aux élections, à quoi bon aller voter, à quoi bon débattre. Cette situation a engendré la montée de l'abstention et du vote Le Pen, deux formes de la désespérance en politique.

Mais depuis quelques mois, la politique monétariste et dogmatique de Monsieur BEREGOVOY est contestée. Pas seulement par des marxistes attardés mais par nombre d'économistes, de chefs d'entreprises de mouvements politiques divers et par les citoyens eux-mêmes.

Les partis qui ont appliqué depuis 1983 cette politique (PS puis RPR UDF de 86 à 88) n'ont obtenu aux dernières régionales qu'un peu plus de 50 % des voix malgré leurs immenses réseaux d'élus locaux et leurs moyens financiers.

En acceptant Maastricht, c'est l'institutionnalisaton de la méthode BEREGOVOY que nous accepterions, en stoppant le processus actuellement en cours de reprise du débat public dans notre pays.

Un exemple précis d'atteinte à la démocratie : l'avenir de la Sécurité Sociale française

Elément central de justice et de cohésion sociale auquel les français sont très attachés, la Sécurité Sociale est aujourd'hui en crise et les coûts de santé grimpent vertigineusement. Il n'est pas question de développer ici les diverses causes qui expliquent cette situation. Il est clair que le déséquilibre croissant du rapport actifs inactifs et la baisse de la part du travail dans les richesses produites constituent des tendances lourdes qui sont, à long terme, les racines du déficit persistant de l'assurance maladie.

Il faut donc réformer profondément notre système de protection sociale, certains proposent la fiscalisation, d'autres avancent diverses solutions intermédiaires.

Ce sera un enjeu essentiel des prochaines années dans notre pays. Pour lutter contre tous les conservatismes et imposer une réforme de la protection sociale, il faudra réunir trois conditions :

1) engager un vaste débat public avec tous les partenaires concernés (soignants, soignés, entreprises, pouvoirs publics, contribuables, etc...),

2) parvenir à trouver une formule qui garantisse à la société française le haut niveau de soin et de protection auquel elle est habituée depuis la Libération,

3) seul un pouvoir politique à la fois courageux, démocratique et reconnu par l'ensemble de la société française, pourra imposer les réformes indispensables.

Si dans le traité de Maastricht les questions liées à la Sécurité Sociale demeurent toujours de la responsabilité des Etats, **les marges de manoeuvre de ceux-ci seront considérablement réduites, voire annulées, par l'article 104C, paragraphe 1 du traité sur les déficits publics.** Un protocole défini les déficits publics de la manière suivante : "ce qui est relatif au gouvernement général, c'est-à-dire les administrations centrales, les autorités régionales et locales **et les fonds de Sécurité Sociale (art. 2 du protocole sur les déficits excessifs)".**

C'est la commission de Bruxelles qui est chargée de surveiller les Etats membres (art. 104C, paragraphe 2). Elle est habilitée a faire un rapport et des sanctions peuvent être prises contre l'Etat contrevenant par le Conseil, **les voix du représentant de l'Etat concerné étant exclues (art. 104C paragraphe 13).**

b - La monnaie unique : une utopie économique dangereuse (article 105 et suivants).

Au terme d'un processus jugé irréversible, les douze formeront un édifice économique unique dont la clé de voûte sera la monnaie unique, l'Ecu.

Pour pouvoir accéder à la monnaie unique, les pays seront obligés de respecter des critères budgétaires et monétaires particulièrement sévères et surveillés :

- un niveau d'inflation proche des meilleures performances européennes : il ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des trois pays les meilleurs en la matière,

- un déficit budgétaire faible : inférieur à 3 % du Produit Intérieur Brut (PIB),

- une dette publique peu élevée : moins de 60 % du PIB,

- un change stable : respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du SME sans connaître de tensions graves, notamment de dévaluation,

- des taux d'intérêt convergents : les taux à long terme ne doivent pas dépasser de plus de 2 % le taux moyen des trois pays les meilleurs en matière d'inflation.

Commentaire : Compte tenu de l'état extrêmement hétérogène des économies des pays signataires, la volonté de faire converger en peu d'années et à partir de critères exclusivement financiers et monétaristes, les économies pour les rendre d'ici l'an 2000 "euro-compatibles", est une aberration économique. D'ores et déjà le mythe de la monnaie unique à douze s'effondre. Le Danemark a dit non, la Grande Bretagne s'est réservée une clause libératoire, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Italie, même avec des plans de rigueur, ne pourront être éligibles à la monnaie unique en l'an 2000.

Restera donc le Benelux, l'Allemagne et la France.

Ce que traduit très simplement Maurice ALLAIS, prix Nobel d'économie : **"s'engager aujourd'hui de manière irréversible sans aucune clause de sauvegarde, à remplacer en 1999 au plus tard le franc français par l'écu européen, constitue un engagement totalement déraisonnable".**

Pour parvenir à cet objectif mythique de la monnaie unique, certains pays de l'Europe (Irlande, Espagne, Portugal, Grèce, Italie) vont devoir mettre en oeuvre des politiques drastiques d'économie budgétaire qui vont avoir des répercussions sur le chômage, la croissance des inégalités, l'affaiblissement et le démantèlement des politiques publiques et sociales, **cela nourrira partout l'extrémisme et le nationalisme.** Dans les pays les plus riches, outre la remise en cause d'un certain nombre d'acquis sociaux incompatibles avec le libre marché (déjà évoqué), la rigueur s'appliquera également afin de financer les plans de cohésion économique et sociale (article 130A et suivants) destinés à permettre aux pays les plus pauvres de rattraper leur retard.

Ces plans de solidarité entre pays riches et pays pauvres ne constituent pas en eux mêmes une démarche négative, mais à partir du moment où seuls les salariés seront mis à contribution, le tout en dehors de toute intervention et contrôle démocratique, **cela nourrira également les sentiments nationalistes.**

Il n'y a d'ailleurs pas eu d'accord entre les pays signataires sur cette question qui demeure en suspend jusqu'en décembre prochain. C'est donc après le référendum que les français connaîtront le niveau exact de leur contribution future à l'édification d'un ensemble économique qui a toutes les chances d'échouer.

La politique extérieure et de défense commune : un alignement sur les Etats Unis, une politique orientée contre le tiers monde.

Titre 5, article J1 : "l'union et ses Etats membres définissent et mettent en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune... couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de la sécurité".

Titre 5, article J4 : "la politique de l'union respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique commune et de défense arrêtée dans ce cadre".

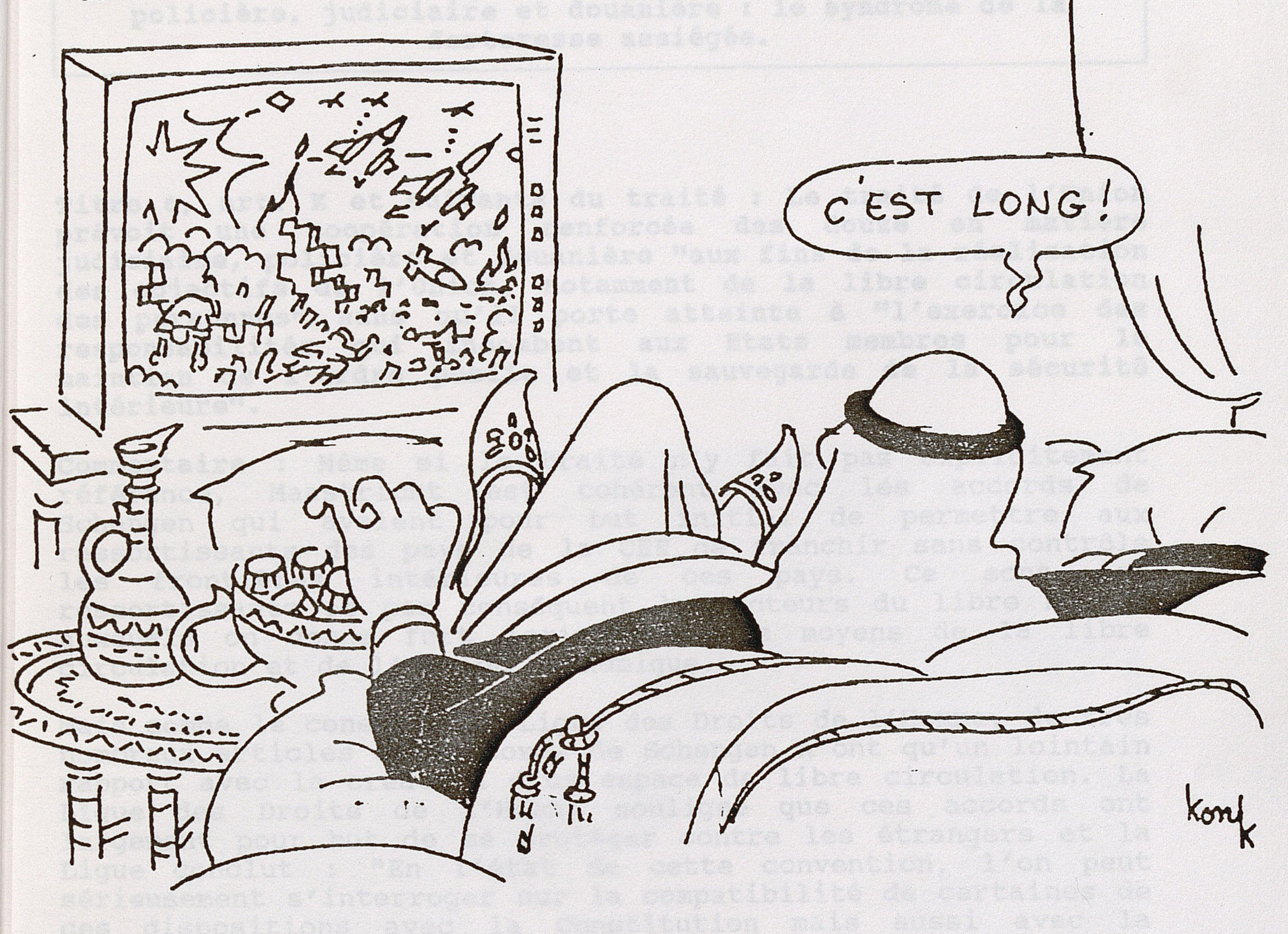
Les choses sont claires, la politique indépendante de la France, c'est fini. L'alignement sur les Etats Unis via l'OTAN est explicitement indiqué dans le traité, d'autant que les Etats membres sont invités **"à la conformité de leur politique nationale avec les positions communes et à s'abstenir de toute action contraire aux intérêts de l'union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force cohérente dans les relations internationales" (article J1 et J2 du traité).**

Avec de telles dispositions le Général De Gaulle n'aurait pas pu prononcer le discours de Pnom Penh contre l'intervention américaine au Vietnam, la France n'aurait pas pu reconnaître unilatéralement la Chine, etc....

Mais le plus grave est à venir, la conformité avec la politique américaine nous prépare sans doute d'autres crises du golfe, auxquelles la France sera contrainte de participer même si le peuple français portait au pouvoir des gouvernements moins pro-américains que ceux de Monsieur MITTERRAND.

Colosse aux pieds d'argile, les Etats Unis qui ont perdu leur leadership économique, dont la société est minée de l'intérieur par les ravages du libéralisme sauvage, ont clairement indiqué leur volonté de régenter par la force les relations internationales.

Comme le déclarait Norman Friedman, conseiller du gouvernement américain au moment de la guerre du golfe : "il semble probable qu'au moins pour une décennie la menace soviétique laissera place à une série de problèmes dans le tiers monde... il n'est pas déraisonnable de penser que toute intervention occidentale dans le tiers monde n'a pas seulement pour but de maîtriser un conflit en cours, mais aussi de servir de leçon à d'autres agitateurs du tiers monde. Plus l'intervention est efficace, moins les ennemis potentiels de l'Amérique auront d'audace pour agir contre nous ou contre nos amis".



La crise du golfe : de plus en plus les américains seront conduits à intervenir au quatre coins du monde en choisissant entre les bons et les mauvais dictateurs...

Les dispositions communes en matière de coopération policière, judiciaire et douanière : le syndrome de la forteresse assiégée.

Titre 6, art. K et suivants du traité : Le traité de l'Union prévoit une coopération renforcée des douze en matière judiciaire, policière et douanière "aux fins de la réalisation des objectifs de l'Union, notamment de la libre circulation des personnes" sans qu'il porte atteinte à "l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure".

Commentaire : Même si le traité n'y fait pas explicitement référence, Maastricht est cohérent avec les accords de Schengen qui avaient pour but initial de permettre aux ressortissants des pays de la CEE de franchir sans contrôle les frontières intérieures de ces pays. Ce sont les ressortissants et par conséquent les acteurs du libre marché auxquels on donne fort logiquement les moyens de la libre circulation et de l'action économique.

Mais comme le constate la Ligue des Droits de l'Homme, de très nombreux articles des accords de Schengen n'ont qu'un lointain rapport avec la création d'un espace de libre circulation. La Ligue des Droits de l'Homme souligne que ces accords ont largement pour but de se protéger contre les étrangers et la Ligue conclut : "En l'état de cette convention, l'on peut sérieusement s'interroger sur la compatibilité de certaines de ces dispositions avec la Constitution mais aussi avec la réglementation européenne comme avec les principes édictés par la convention européenne des droits de l'homme".

Maastricht n'aborde en aucune manière les problèmes du Sud et de l'Est, il s'agit d'un traité marqué par la volonté de créer un troisième bloc de riches sans rien changer ou tenter de changer à l'organisation du monde.

Le traité s'organise donc pour élever des frontières étanches pour les hommes. Il sera plus facile de pénétrer dans l'Europe de Maastricht si l'on est une voiture japonaise que si l'on est un réfugié soudanais.


étonner de
Casablanca à
Colombo
Schengen

Le droit de vote pour les résidents CEE : création de deux catégories d'étrangers.

Article 8B : "Tout citoyen de l'union résident dans un Etat membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat".

Commentaire : Dans la conception républicaine, citoyenneté et nationalité sont liées. La logique républicaine traite avec des personnes singulières qui adhèrent à des principes en devenant français. Ils s'intègrent à une collectivité qui leur reconnaît la totalité des droits et des devoirs du citoyen.

Qu'est-ce qu'un citoyen ? Un homme qui vote ? Certes, mais bien plus que cela, une personne qui se sent liée à la collectivité qui le fait intervenir dans la sphère publique, qui lui permet de s'exprimer, de participer, de s'intégrer (syndicats, partis politiques, associations, écoles, médias, etc...)

Le vote n'est alors que le moment politique important de cette relation d'un individu aux autres et aux institutions qui les régissent.

Si la citoyenneté n'est plus liée à la nationalité, elle ne peut prendre appui que sur une conception de la démocratie locale fondée sur le droit de **tous les habitants** à participer à la gestion des affaires qui les concernent.

En instituant le droit de vote ségrégatif pour les seuls étrangers CEE, le traité de Maastricht se rallie à la conception ethnique de la citoyenneté liée non à un ensemble de valeurs, ni à un lieu de vie ou de résidence, **mais à l'origine.**

Patrick WEIL, auteur de "la France et ses étrangers", que les médias avaient beaucoup sollicité pour pourfendre -à juste titre- Monsieur Giscard d'Estaing lors de ses déclarations sur le droit du sang, est curieusement beaucoup moins invité aujourd'hui sur nos antennes depuis qu'il a décidé de pourfendre aussi le traité de Maastricht, en déclarant : "le droit de vote tel qu'il est défini par le traité de Maastricht devrait convenir à Monsieur Le Pen, même s'il fait semblant de ne pas s'en rendre compte".

Un qui s'en est rendu compte, c'est Patrick DEVEDJIAN, Député RPR favorable au oui à Maastricht qui déclarait récemment : "c'est parce que les ressortissants européens pourront voter grâce à un droit spécifique, que les non européens ne devront même plus l'espérer".

Et pour terminer sur une touche humoristique...

La parole à CAVANNA

L'Europe. J'y ai cru, à l'Europe. Quand on commençait à en parler. Je la voyais dans ma tête. Elle était très belle. Je sais maintenant qu'elle était telle que je me la voulais, et rien de plus. Un premier pas. Premier pas vers la planète unie, vers la suppression des frontières, l'égalité en droits et en ressources entre tous les citoyens de ce monde uni, une seule loi pour tous, la fin des chauvinismes étriqués et criminels, et donc la fin des guerres... Mon Europe était tout à la fois le laboratoire et le cobaye de cette enthousiasmante expérience. Enfin, c'est comme ça que je la voyais. On sortait d'une guerre qui avait dégoûté le monde de toute guerre future. La « citoyenneté du monde » était à la mode. Hélas, ce ne fut qu'une mode. Le dégoût de la guerre ne survit jamais longtemps à la victoire. Le mot « Europe », pour ceux qui, les premiers, émirent l'idée d'une Europe communautaire, ne recouvrait pas du tout la conception idyllique que se plaisait à orner ma naïveté.

Et cette Europe qu'on est en train de nous mijoter n'est nullement la première ébauche d'un paradis étendu à la planète entière, mais tout bonnement une grosse dégueulasse vache d'Europe arrogante et suant le pognon, une Europe de banques et de multinationales, une Europe qui veut faire la pige à la grosse dégueulasse vache yankee et à la non moins grosse et dégueulasse vache japonaise. Une Europe dynamique et pétant le feu, une Europe de jeunes cadres, de jeunes architectes, de jeunes et de vieux margoulins dévoreurs de monde, une Europe aux dents longues, vouée à la réussite mercantile et au bonheur par le gaspillage, une épaisse Europe de beaufs.

De Gaulle, qui n'en aimait pas l'idée, l'avait tout de suite remise à sa place : « Europe *des patries* », avait-il rectifié. C'était tout foutre en l'air. Clouer le bec à l'utopie.

Vous imaginez, des peuples sans chauvinisme ? Mais ce serait la mort du sport ! Et de tout cet océan de pognon qu'il traîne au cul ! Les peuples ont vitalement besoin de mépriser, de haïr, de jalouser, de vaincre. Pour cela, il faut qu'il existe des « autres », ben voyons.

Enfin, quoi, cette Europe qu'on nous excite tant dessus, qu'est-elle censée nous apporter, si elle réussit ? Du dynamisme, de l'allant, de l'esprit d'entreprise, de la foi en l'avenir, un souffle nouveau... ? Ces mots gratifiants recouvrent quoi ? Davantage de béton, davantage de tours géantes verre-acier-alu avec du néon pour faire joli. Davantage de Disneyland, de golfs, de marinas, de remonte-pente, de chasseurs, de télés pleines de foot, de tennis, de cornichons en solitaires à la voile, de films pour déficients mentaux, de jeux lamentables de connerie, de dimanchemartin, de braillards mal rasés environnés de splendides petits culs qui se trémoussent pour faire passer la cacophonie (heureusement qu'il y a les petits culs, je coupe le son et, quand la caméra revient sur le mal rasé en sueur, je ferme les yeux). Et que les usines crachent davantage et davantage de bagnoles qui se démodent de plus en plus vite parce que le but du fabricant de bagnole n'est pas de procurer aux hommes un moyen de transport fiable et durable, mais bien de leur soutirer à intervalles de plus en plus rapprochés un maximum de leur pauvre fric, la bagnole n'étant qu'un prétexte... Bref, davantage de ce que vous autres, bonnes pommes, appelez, en arrondissant les lèvres, le « progrès ».

Mais j'en veux pas, moi, de ce progrès-là !

Déjà, avant même que l'Europe soit faite, le béton nous cerne, les tours de verre nous jaillissent sous les pieds, les autoroutes et les T.G.V. s'entrelacent en un carrousel hystérique, les citadins pauvres sont rejetés au mâchefer tandis que les villes se hérissent d'immeubles de bureaux hideusement fonctionnels, laids, sinistres, agressifs, suant le cafard et le boulot chiant... Et, malgré tout, le travail fout le camp, le chômage galope... Cette Europe sera une coalition des possédants pour reprendre en main le prolétaire, lui fourrer le groin dans ses lois sociales arrachées dans le sang et les lui faire bouffer, les grands patrons (des petits, y en aura plus) joueront sur le chômage comme sur du velours, et sur la main d'œuvre importée (même pas « immigrée ») des pays où l'on crève de faim. Le communisme l'a eu dans le cul, et avec lui l'idéal socialiste. Le patronat a gagné, il va pouvoir s'entre-dévorer à belles mâchoires selon la règle sacrée du libéralisme : que le plus fort, le plus rusé, le plus crapule gagne.

Vous vous foutez de nous, avec votre Europe qui doit donner travail, prospérité et liberté à tous ! Oser dire cela alors que la France a liquidé sa sidérurgie et son industrie lourde, qu'elle a sacrifié ses chemins de fer aux camions, qu'elle est en train de sacrifier sa paysannerie, sciemment, délibérément, et ce ne sont pas les démonstrations de carrousels de tracteurs qui y changeront quelque chose. Oser nous faire miroiter l'Europe alors que toute l'électronique, la mécanique fine, l'horlogerie, la photo, la télé, les jouets, la bimbeloterie (ce qu'on appelait naguère « l'article de Paris »), la clouterie, les « pin's » sont importés de Thaïlande, de Corée, de Hong Kong, de Taïwan, de Singapour ou des Indes... Alors que l'imprimerie elle-même s'est déplacée vers l'Extrême-Orient. (Eh oui, on imprime, on compose, on grave des livres de luxe et même des magazines chez les Chinetoques, ils font des prix imbattables, ils ne connaissent pas un mot de la langue mais ils savent taper sur les bonnes touches, les corrections se font par fax...) Et la formidable poussée du Japon approche du point d'explosion, et la mille fois plus formidable poussée de la grande Chine en sera au même point demain.

Mais qui donc a intérêt à nous bourrer le mou avec cette Europe mythique qui, avant même de naître, est déjà hors jeu ? Eh, pardi, toujours les mêmes, tiens donc, ceux qui ont conquis le droit de s'asseoir à la table où l'on joue au Monopoly, les grands de l'industrie et, surtout, les grands de la finance, ceux pour qui l'excitation du jeu prime tout, ceux pour qui il y a du fric à se faire, de la puissance à ramasser, des concurrents à crever, bref, ceux qui bandent et jouissent, brièvement, peut-être, mais n'ont-ils pas toujours joué au coup par coup ? Ramasser un paquet, un gros, tout de suite, et après nous le déluge !

Ce « dynamisme » de cinglés, cette hystérie du toujours plus, cette fuite en avant, cette course à l'abîme, s'est soudain accélérée aux alentours des années soixante et, depuis, démolit le cadre de nos vies et nos vies elles-mêmes à une cadence que rien ne semble pouvoir freiner. En même temps s'accélère la décomposition des peuples dits hypocritement « en voie de développement », car cette « prospérité » de clinquant est faite de leurs dépouilles, de leur assassinat.

Donc, davantage de ce faux « progrès », c'est ça qu'on nous propose, par la grâce de l'Europe ? Cette vie vouée à la « réussite individuelle » obligatoire, cette frénésie de faux luxe, ces loisirs payants, tonitruants et abêtissants, ces fleuves de ferrailles sur des autoroutes multipliées jusqu'au délire, ces foules compactes de touristes imbéciles pour qui « se cultiver » c'est aller le plus loin possible acheter des cartes postales, et toujours plus de camions de plus en plus gros pour transporter de plus en plus vite de plus en plus de petits Mickeys et de vernis à ongles de plus en plus loin, et toujours plus de gros cubes avec dessus toujours plus de jeunes cons qui n'ont pas trouvé d'autre moyen d'affirmer leur droit à la connerie qu'en fonçant plus vite que les cons d'âge mûr montés sur quatre roues... Alors, c'est ça qu'on nous propose ? Ça que nous apportera leur Europe ? Ben, merde...

Encore si cette Europe proclamait solennellement à la face du monde sa volonté d'être contre toute guerre, et le prouvait en donnant l'exemple d'une démilitarisation totale... Mais pas du tout ! Mais c'est qu'elle veut tenir sa place au concert des gros calibres ! C'est que ça mettrait sur la paille des centaines de valeureux officiers pleins d'avenir, savez-vous ? Ah, oui ? Et les mineurs du Nord, on s'en est soucié quand on a fermé les mines ? Et les sidérurgistes de Lorraine ? Et les ploucs qu'on accule au désespoir ? Et...

Tiens, l'avenir d'un officier, c'est quoi ? La guerre, eh oui. Qu'ils crèvent !

CAVANNA